

## DÉLIBÉRATION

Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 25 janvier 2017 portant communication au Gouvernement des valeurs des coefficients S23 et V23 définis dans l'arrêté du 4 mars 2011 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations utilisant l'énergie radiative du soleil

Participaient à la séance : Christine CHAUVET, Catherine EDWIGE, Yann PADOVA et Jean Pierre SOTURA, commissaires.

L'arrêté du 4 mars 2011 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations utilisant l'énergie radiative du soleil prévoit en son article 5 que « la Commission de régulation de l'énergie transmet aux ministres en charge de l'énergie et de l'économie, dans un délai de sept jours à compter de la réception des bilans mentionnés à l'article 4, les valeurs des coefficients  $S_N$  et  $V_N$  résultant de l'application de l'annexe 1 du présent arrêté, l'indice  $N$  représentant le trimestre sur lequel portent les bilans, ainsi que les données permettant de déterminer ces valeurs. Les ministres homologuent ces coefficients par arrêté. ».

Les bilans des demandes de raccordement transmis par les gestionnaires de réseaux publics d'électricité à la Commission de régulation de l'énergie (CRE) totalisent, pour le trimestre d'indice  $N=23$ , à savoir du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 2016, une puissance crête cumulée de 20 MW pour les installations souhaitant bénéficier du tarif d'intégration au bâti, et de 46 MW pour les installations souhaitant bénéficier du tarif d'intégration simplifiée au bâti.

En application de l'annexe 1 de l'arrêté du 4 mars 2011 susmentionné et en considérant les puissances crête cumulées des bilans des demandes de raccordement transmis par les gestionnaires de réseaux publics d'électricité dans le délai prévu par les dispositions de l'arrêté du 4 mars 2011 (soit avant le 15 janvier 2017), la **valeur du coefficient  $S_{23}$  est fixée à 0,015 et celle de  $V_{23}$  est fixée à 0,008.**

Le niveau des tarifs définis dans l'arrêté du 4 mars 2011, en vigueur pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2017, sera fixé par un arrêté d'homologation pris par les ministres en charge de l'économie et de l'énergie. La CRE publiera la grille tarifaire dès que celle-ci lui aura été transmise par la Direction de l'énergie.

Fait à Paris, le 25 janvier 2017.

Pour la Commission de régulation de l'énergie,

Un commissaire,

Christine CHAUVET